

Guerre en Ukraine : qu'est-ce que le défaut souverain, qui plane sur la Russie ?

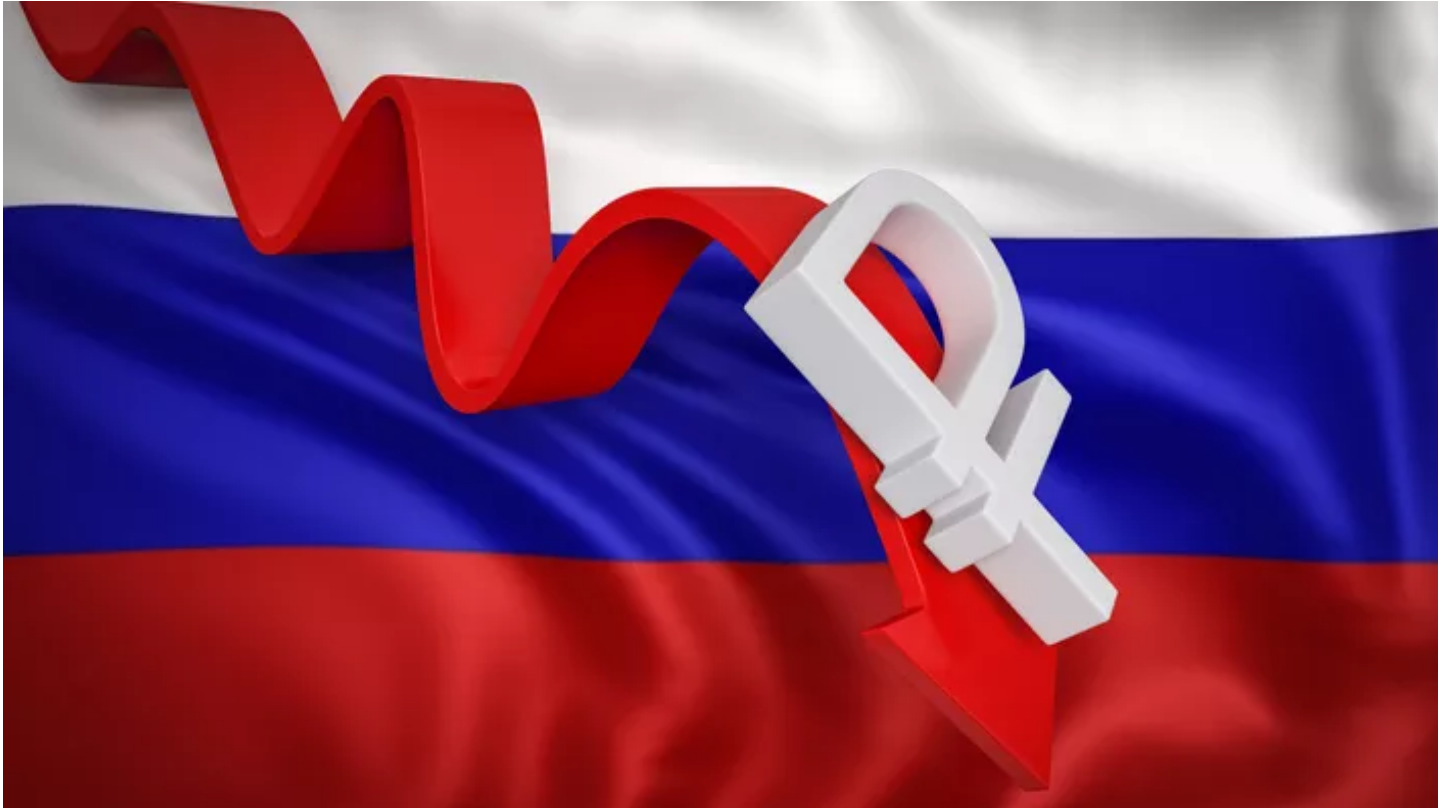
Par [Emma Confrere](#)

Publié le 09/03/2022 à 21:04,

Mis à jour le 10/03/2022 à 11:06

▶ [Écouter cet article](#) ⓘ

00:00/04:15 🔊



Depuis janvier, le rouble a perdu 45% de sa valeur. [fotomek / stock.adobe.com](#)

D'après les agences de notation, la Russie serait bientôt obligée de se déclarer en défaut souverain, mettant sur le carreau de nombreux créanciers.

La Russie pourrait bientôt être en défaut de paiement. C'est ce qu'a annoncé l'agence de notation Fitch ce mardi, indiquant que le risque d'un défaut souverain est à ses yeux «*imminent*». Début mars, plusieurs agences, comme S&P Global Ratings et Moody's, avaient déjà placé la Russie sur la liste des pays susceptibles de ne pas pouvoir rembourser leur dette à cause des sanctions économiques infligées par les pays occidentaux.

Habituellement, un pays se déclare en défaut souverain lorsque sa dette est hors de contrôle et qu'il est incapable de la rembourser auprès de ses créanciers. Cette décision revient uniquement au gouvernement en question, aucun autre organisme ne peut l'imposer. C'est ce qu'il s'était passé pour la Grèce en 2015, car le pays n'avait pas réussi à rembourser sa dette de 317 milliards d'euros au Fonds monétaire international. Mais la Grèce est loin d'être le seul pays, puisque 75

États ont déclaré être en défaut souverain depuis 1978. À la différence des entreprises ou des ménages, les États ne sont pas assujettis aux lois concernant la banqueroute, et ne craignent donc aucune pénalité légale.

À VOIR AUSSI - Bruno Le Maire détaille l'effectivité des sanctions économiques infligées à la Russie

Les créanciers étrangers détiennent 23% de la dette publique russe

Il y a alors deux solutions, soit un organisme vient en aide au pays, comme l'Europe avec la dette grecque. Soit, les créanciers lésés tournent le dos à l'État en faillite et ne rachètent plus sa dette. Le pays a donc besoin de nouveaux investisseurs, qui remontent leurs taux d'intérêt face au risque de défaut de paiement. Mais si les intérêts augmentent, l'État doit les financer via de nouveaux revenus, et peut, par exemple, augmenter ses impôts. Problème, une lourde pression économique sur sa population risque de faire sombrer le pays dans une spirale récessionniste.

Or, si les pays en défaut souverain sont majoritairement surendettés, ce n'est pas le cas de la Russie. Actuellement, sa dette publique ne représente que 19% de son produit intérieur brut (PIB), soit 250 milliards d'euros. *«Si la Russie fait un défaut souverain, ce sera la première fois qu'un pays est aussi faiblement endetté»*, indique Marc Touati, économiste et président du cabinet ACDEFI. D'après lui, *«le pays cherche à éloigner ses créanciers étrangers, qui détiennent environ 23% de la dette publique, soit 57 milliards d'euros»*.

Le 5 mars dernier, le gouvernement russe a promulgué un nouveau décret pour que le pays rembourse les créanciers de certains pays en roubles, plutôt qu'en devise étrangère. Une opération à l'avantage de la Russie puisque le rouble a perdu 45% de sa valeur depuis janvier. En plus de cette baisse, s'ajoutent les multiples entreprises qui cessent leur activité sur le territoire russe. Le secteur bancaire est, lui aussi, fortement impacté avec le retrait de la Russie du système de paiement Swift et des restrictions de Visa et Mastercard.

À VOIR AUSSI - Bruno Le Maire détaille l'effectivité des sanctions économiques infligées à la Russie

Juridiquement, aucun juge ne dispose du pouvoir de déclarer un État en «faillite». La détermination du défaut souverain prend donc plusieurs formes. Premièrement, le pays peut se déclarer lui-même en défaut. L'autre option, la plus courante, est celle où ce sont les créanciers eux-mêmes qui le déclarent en défaut et il s'agit généralement de créanciers privés. Autrement dit, si la grogne monte contre Vladimir Poutine, il sera obligé de placer son pays en défaut souverain.

Et si la Russie franchit cette étape, ses créanciers étrangers ne seraient alors pas remboursés et leurs parts pourraient être rachetés directement par des investisseurs russes. *«La Russie pourrait aussi se servir de son fonds souverain, compris entre 100 et 200 milliards de dollars. Une somme engrangée grâce à l'évolution du prix du pétrole»*, précise Marc Touati. Il ajoute que *«le pays aurait peut-être un plan B avec une aide extérieure, comme la Chine qui rachèterait ainsi des parts de la*

dette russe». L'économiste conclut que «*tout va dépendre de la durée de la guerre car si elle s'éternise, la Russie ne tiendra pas seule*». Mais pour l'heure, le pays n'a pas encore annoncé être en défaut souverain.

À VOIR AUSSI – Guerre en Ukraine: Biden annonce de nouvelles sanctions contre la Russie